

1 EVALUER

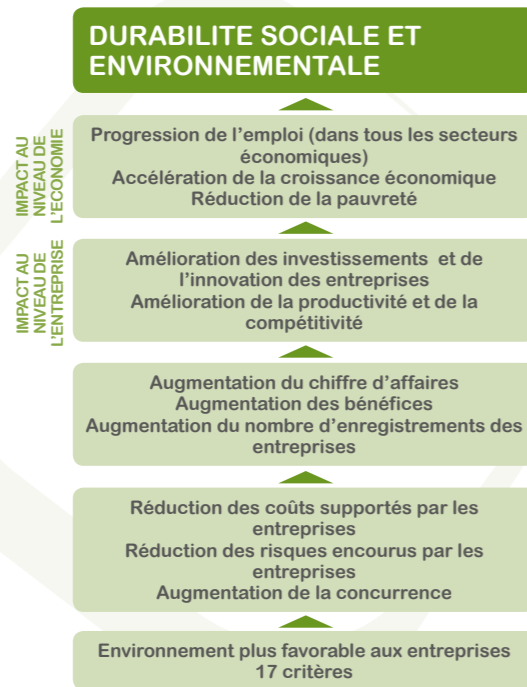
- ☐ Evaluer le contexte du pays dans lequel les entreprises peuvent se développer de façon durable et créer des emplois en préservant l'harmonie entre les travailleurs et les employeurs.
- ☐ Les partenaires sociaux expriment leurs points de vue et témoignent de leur expérience au regard de la situation économique, politique, sociale et environnementale dans un rapport d'évaluation par pays qui met en avant les obstacles de nature juridique, institutionnelle et réglementaire, et ils s'entendent sur les réformes à mettre en œuvre en priorité.

Swaziland : Une organisation patronale prend les devants

La Fédération des Employeurs du Swaziland et la Chambre de Commerce (FSE&CC), l'organisation patronale chef de file du secteur privé du pays, a réalisé une évaluation EESE en 2009. Il s'agissait d'une enquête menée auprès de 205 employeurs et travailleurs de différents types d'entreprises, à la faveur de discussions avec des chefs d'entreprise, des syndicats et des fonctionnaires du gouvernement. Les conclusions du rapport ont été présentées à l'occasion d'un séminaire en présence du Premier Ministre.

7 CROITRE

- ☐ Les entreprises sont en mesure d'investir et d'innover davantage, ce qui contribue à stimuler la croissance économique et l'emploi et réduire la pauvreté.
- ☐ Les réformes réduisent les coûts et les risques supportés par les entreprises, ce qui rend les marchés plus compétitifs et permet aux entreprises de modifier leur comportement.



3 PLAIDOYER

- ☐ Pour inciter les gouvernements à relever les défis et répondre aux priorités telles que définies dans le rapport d'évaluation.
- ☐ Les partenaires sociaux s'accordent sur des stratégies et adoptent des mesures de sensibilisation.

Swaziland : Accélération vers le changement

Sur la base des conclusions, la FSE&CC a lancé, en septembre 2012, le « Programme pour les entreprises », une série de 14 grandes orientations prioritaires à mettre en œuvre sur trois ans. Les recommandations portaient sur des questions aussi diverses que les permis de travail, les incitations fiscales pour le développement des compétences ou la lutte contre la corruption.

La FSE&CC a, depuis, soumis des propositions de réforme dans le cadre du Plan d'Action pour l'Investissement au Swaziland (un projet de l'Agence de promotion des investissements du Swaziland). Les représentants de la FSE&CC rencontrent désormais chaque mois le Ministre du Commerce et de l'Industrie pour discuter des questions telles que le coût de l'électricité et des télécommunications pour les entreprises.

5 REFORMER

- ☐ Inciter le gouvernement à adopter des réformes visant à promouvoir un environnement plus favorable à la croissance durable des entreprises.
- ☐ Le gouvernement prend en compte les initiatives de sensibilisation proposées par les partenaires sociaux, qu'il consulte aussi pour évaluer les différentes pistes de réforme possibles.

Swaziland : Réalisations à ce jour

- ▶ Promotion du dialogue social dans tout le pays
- ▶ Réunions annuelles et partage d'information sur la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption
- ▶ Nouvelle stratégie nationale pour le développement des micro, petites et moyennes entreprises
- ▶ Cadre national pour l'entrepreneuriat des femmes

2 L'expertise EESE

Le Bureau international du Travail conduit des audits organisationnels et consulte les partenaires sociaux pour évaluer – et renforcer si nécessaire – leur capacité à recenser les besoins et préconiser des réformes.



En quoi le programme EESE est-il inédit ?

Le programme EESE est extrêmement rigoureux, et fait appel à plusieurs techniques de collecte de données et techniques de diagnostic – analyse statistique des résultats de l'enquête auprès des entreprises ; enquêtes auprès des employeurs et des travailleurs ; consultations avec les experts ; ateliers et discussions avec les organisations d'employeurs et de travailleurs ; examen des enquêtes réalisées.



Organisation internationale du Travail



6 L'expertise EESE

Le Bureau international du Travail organise des consultations nationales avec les décideurs pour définir une option de réforme, déterminer les questions à traiter en priorité et fixer un calendrier. Il aide ensuite le gouvernement à concevoir et mettre en œuvre la réforme au plan administratif et stratégique.

Le Bureau international du Travail forme les partenaires sociaux à mener des travaux de recherche complémentaires et rédiger des documents d'orientation ; et il les accompagne dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des campagnes de sensibilisation.

4 L'expertise EESE